



Perspectives chinoises

2014/2 | 2014
Espaces urbains contestés

Radiographie de l'essor de la Chine : controverses sur le modèle chinois

Xiaoshuo Hou

Traducteur : Matei Gheorghiu



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6855>

ISSN : 1996-4609

Éditeur

Centre d'étude français sur la Chine contemporaine

Édition imprimée

Date de publication : 15 juin 2014

Pagination : 67-74

ISBN : 1021-9013

ISSN : 1021-9013

Référence électronique

Xiaoshuo Hou, « Radiographie de l'essor de la Chine : controverses sur le modèle chinois », *Perspectives chinoises* [En ligne], 2014/2 | 2014, mis en ligne le 01 janvier 2017, consulté le 01 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/perspectiveschinoises/6855>

Radiographie de l'essor de la Chine : controverses sur le modèle chinois

XIAOSHUO HOU

RESUMÉ : Le récent débat autour du « consensus de Pékin » et du modèle chinois constitue un défi à la domination du discours néolibéral en matière de développement. Cet article vise à rendre compte des contradictions du développement de la Chine et tente de savoir si et comment elles peuvent être résolues. Plus précisément, il analyse les enjeux principaux du débat sur le modèle chinois – dans quelle mesure celui-ci est spécifique et s'il peut être reproduit ailleurs – et quelles leçons peuvent être véritablement tirées de l'essor du pays. Il propose également une vision plus nuancée des structures économiques, sociales et politiques chinoises en se concentrant sur le modèle économique mixte, sur le rôle de l'État, y compris au niveau local, ainsi que sur la possibilité d'une démocratie « à la chinoise ». Enfin, il propose des pistes de réflexion pour améliorer le modèle chinois.

MOTS-CLÉS : développement, consensus de Pékin, modèle chinois, essor de la Chine, néolibéralisme.

On considère habituellement que l'influence croissante de la Chine au plan international est contrebalancée par ses tensions internes croissantes. La Chine est en effet devenue la seconde économie mondiale et un acteur de premier plan dans l'économie et la politique internationales. Mais de plus en plus d'attention est accordée aux coûts cachés de l'incroyable performance économique chinoise et à ses risques sous-jacents. Les critiques soulignent non seulement l'augmentation des inégalités internes et la dégradation de l'environnement mais des doutes ont aussi été exprimés quant au caractère durable de la croissance économique chinoise et à la capacité du pays à assumer pleinement son rôle de puissance émergente. Quelles sont les causes de ce hiatus entre l'essor international de la Chine et sa réalité interne et pour quelles raisons existe-t-il des appréciations aussi diverses de son développement ? Dans les lignes qui suivent, j'évoquerai, dans un premier temps, les controverses portant sur le modèle chinois : est-il réellement distinct des autres modèles existants et peut-il être reproduit ailleurs ? J'analyserai ensuite ce que je considère comme les trois composantes principales du modèle chinois (si l'on admet son existence), les forces et les faiblesses de chacune des composantes ainsi que les améliorations qu'il est possible d'envisager.

Du consensus de Pékin au modèle chinois

Le « consensus de Washington » est généralement identifié à la privatisation, à la marchandisation et à la libéralisation, aux mesures préconisées par le FMI, la Banque Mondiale, les élites politiques et économiques des pays développés, et de plus en plus fréquemment par les élites des pays en voie de développement. D'une certaine manière, il s'agit d'une version mondialisée de la théorie de la modernisation, incitant les pays en voie de développement à se calquer sur les institutions occidentales (et à abandonner leurs traditions « arriérées ») afin de rattraper le retard pris sur l'Occident dans le monde moderne. Toutefois, à la différence de la théorie de la modernisation, ce discours accentue le « pouvoir magique » du marché comme institution, et affirme l'importance de la participation au marché mondial

et de la réduction des barrières douanières au détriment de tout le reste. Pour ces raisons, ses contempteurs le qualifient parfois de « fondamentalisme du marché »⁽¹⁾. Le consensus de Washington domine le discours sur le développement depuis les années 1980. Toutefois, le modèle néolibéral sous-jacent au consensus de Washington ne s'est pas révélé une panacée mais plutôt une route semée d'embûches pour de nombreux pays en voie de développement (par exemple en Amérique Latine et en Afrique subsaharienne), et n'a de ce fait jamais manqué d'opposants. Un des défis que le triomphalisme occidental a dû affronter au cours des dernières années a été l'essor de la Chine et l'attention croissante qu'elle a suscitée dans sa remise en cause apparente du dogme néolibéral.

L'expression « consensus de Pékin » a été introduite par Joshua Cooper Ramo dans son ouvrage publié par le Centre de politique étrangère britannique en 2004 et a depuis lors été largement adoptée comme une alternative au consensus de Washington et à son idéologie inhérente⁽²⁾. L'auteur dénombre trois composantes majeures du consensus de Pékin : l'engagement envers l'innovation et une expérimentation constante, une mesure du progrès ne se contentant pas du seul PIB par habitant mais prenant en compte la durabilité, une distribution plus juste des richesses et l'autodétermination. On peut penser que les principes fondamentaux du consensus de Pékin formulés par Joshua Cooper Ramo sont plus un idéal qu'un reflet fidèle de la réalité, il n'en demeure pas moins que leur affirmation reflète une insatisfaction à l'égard du consensus de Washington et de son approche monolithique et constitue un appel à des solutions alternatives. Les discussions sur le consensus de Pékin ont ouvert un débat intellectuel sur le modèle chinois (*Zhongguo moshì*) depuis la récente récession mondiale de 2007, lorsque le public a commencé à remettre en question l'efficacité du laissez-faire capitaliste et à l'opposer à la résistance économique de la Chine.

Les controverses sur le modèle chinois gravitent généralement autour de deux questions : premièrement, la Chine offre-t-elle réellement un modèle

1. Joseph Stiglitz, *Globalisation and Its Discontents*, New York, W.W. Norton & Company, 2002.

2. Joshua Cooper Ramo, *The Beijing Consensus: Notes on the New Physics of Chinese Power*, Londres, Foreign Policy Centre, 2004.

alternatif de développement ? En d'autres termes, y a-t-il quelque chose de particulier au modèle chinois qui ne soit pas circonstanciel, transitoire et la Chine est-elle l'exemple qui invalide la théorie de la modernisation ? Deuxièmement, le modèle chinois est-il applicable à d'autres pays ? La première question concerne principalement le rôle de l'État et du type d'État dans la performance économique et le management social, opposant l'approche par le marché à l'approche étatique et la démocratie à l'autoritarisme. Ceux qui pensent qu'il y a quelque chose de différent dans le modèle chinois désignent l'expérience chinoise comme un « capitalisme autoritaire » (distinct du capitalisme de marché libre et accentuant l'importance du contrôle étatique de l'économie)⁽³⁾, une « démocratie verticale » (distincte de la démocratie horizontale ou libérale et affirmant la responsabilité de l'État à l'égard de sa population, celle des superviseurs à l'égard de leurs subordonnés, ainsi que l'existence de canaux d'expression des opinions et des revendications partant de la base en direction des gouvernants)⁽⁴⁾, ou encore un « capitalisme ou socialisme aux caractéristiques chinoises » (expression qui insiste sur le caractère hybride du développement chinois qui a dévié tant du capitalisme que du socialisme). Certains considèrent la Chine comme le parangon d'un nouveau paradigme de la modernité et une forme d'économie de marché non capitaliste qui peut contrebalancer la modernité et le pouvoir occidentaux⁽⁵⁾.

Parmi ceux qui pensent que la Chine ne constitue pas une alternative, certains affirment qu'elle a suivi un chemin qui n'est pas si différent du modèle néolibéral, dans la mesure où il repose principalement sur l'exploitation de son immense réservoir de main-d'œuvre bon marché permettant d'attirer les investissements étrangers et sur une économie de plus en plus libéralisée⁽⁶⁾, même si le processus de transition vers le « consensus de Washington » pourrait incorporer quelques caractéristiques chinoises dont son caractère graduel, un État désintéressé se maintenant à distance des intérêts particuliers, et l'adaptation institutionnelle, l'ensemble de ces caractéristiques favorisant un large soutien public aux réformes⁽⁷⁾. D'autres, tout en reconnaissant la différence de l'économie chinoise avec une pure économie de marché, considèrent l'approche étatiste associée à des réformes politiques limitées comme transitoire ou insoutenable sur le long terme. Yasheng Huang, par exemple, affirme dans son ouvrage *Capitalism with Chinese Characteristics: Entrepreneurship and the State* que les citoyens chinois, en particulier la population rurale, ont davantage bénéficié de la croissance économique du pays dans les années 1980, lorsque les politiques publiques étaient plus libérales et que l'entrepreneuriat florissait, tandis que les revenus individuels ont plutôt stagné au cours des années 1990, en comparaison avec le taux de croissance à deux chiffres du PIB sous la présidence de Jiang Zemin, lorsque le gouvernement a exercé davantage sa mainmise sur l'économie et que le libre entrepreneuriat a été supprimé⁽⁸⁾. En d'autres termes, le peuple a bénéficié de meilleures conditions de vie quand la Chine suivait le consensus de Washington que lorsque le consensus de Pékin a pris le dessus, l'État se voyant renforcé tandis que le secteur privé régressait (*guojin mintui*).

Tant les défenseurs que les contempteurs du modèle chinois manquent leur cible lorsqu'ils perçoivent le développement chinois comme le produit d'une stratégie nationale sans en considérer la dimension internationale, dans la mesure où les deux phénomènes sont étroitement liés. Yasheng Huang, par exemple, ignore le fait que différentes priorités existent à différentes étapes de développement historiques ; pour le formuler autrement, les politiques et leurs conséquences n'obéissent pas à une simple relation de cause à effet mais sont aussi influencées par le contexte historique et

géopolitique. Au début des réformes, sous Deng Xiaoping, l'entrepreneuriat longtemps supprimé a été autorisé, et le moindre changement institutionnel pouvait donner lieu à un accroissement considérable des revenus individuels en raison de l'important contraste avec le système antérieur. Mais à mesure du développement de l'économie, en plus de l'amélioration des conditions de vie de la population, de nouveaux enjeux sont apparus, comme l'amélioration de la compétitivité nationale et la mise en place de stratégies de développement de long terme. Le rôle international de la Chine est aussi constamment en train de changer. Sous la présidence de Jiang Zemin, par exemple, la Chine a achevé les négociations avec les pays occidentaux pour son entrée à l'Organisation mondiale du commerce. Par conséquent, ce n'est pas tant en raison de la mainmise de l'État sur l'économie que les revenus ont stagné – en particulier les revenus ruraux – mais parce que la Chine s'est assigné le rôle d'« atelier du monde » dans le système mondial néolibéral, se détournant ainsi de la construction d'un État-providence. Les données fournies par Yasheng Huang indiquent un rebond des revenus individuels et d'autres indicateurs de bien-être pendant l'administration Hu-Wen depuis 2002, mais il est difficile d'en déduire, de façon tranchée, qu'il s'agit du résultat d'un virage libéral des politiques ou d'améliorations apportées au système de protection sociale⁽⁹⁾.

L'argument considérant que le succès de la Chine illustre les stratégies de développement néolibérales fait écho à la discussion dans les années 1980 et 1990 sur les pays d'Asie de l'Est nouvellement industrialisés. Le succès des « tigres asiatiques » était alors considéré comme le résultat de leurs économies alors libéralisées et tournées vers l'export⁽¹⁰⁾. Toutefois, cette vision a été rapidement contestée par le rôle indiscutable joué par l'État en faveur de la croissance économique⁽¹¹⁾. Ainsi, afin de mieux comprendre le développement de la Chine, il est nécessaire de considérer la société chi-

3. Azar Gat, « The Return of Authoritarian Great Powers », *Foreign Affairs*, juillet/août 2007, p. 59-69 ; Stefan Halper, *The Beijing Consensus : How China's Authoritarian Model Will Dominate the Twenty-First Century*, New York, Basic Books, 2010.
4. John Naisbitt, *China's Megatrends : The 8 Pillars of a New Society*, New York, Harper Business, 2010.
5. Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing : Lineages of the Twenty-First Century*, New York, Verso, 2007 ; Martin Jacques, *When China Rules the World : The End of the Western World and the Birth of a New Global Order*, New York, Penguin, 2009.
6. Arif Dirlik, « Beijing Consensus : Beijing "Gongshi." Who Recognizes Whom and to What End ? », www.ids-uvu.nl/wordpress/wp-content/uploads/2011/07/9_Dirlik1.pdf (consulté le 17 mars 2014) ; Scott Kennedy, « The Myth of the Beijing Consensus », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n° 65, 2010, p. 461-477 ; Yang Yao, *Zhongguo Daolu de Shijie Yiyi* (La signification mondiale de la voie chinoise), Beijing, Peking University Press, 2011.
7. Yang Yao, « The Disinterested Government: An Interpretation of China's Economic Success in the Reform Era », Article de recherche UNU-WIDER n° 33, 2009 ; Yang Yao, « Beijing Consensus or Washington Consensus : What Explains China's Economic Success ? », *Development Outreach*, avril 2011, p. 26-30 ; Yang Yao, *Zhongguo Daolu de Shijie Yiyi* (La signification mondiale de la voie chinoise), op. cit.
8. Yasheng Huang, *Capitalism with Chinese Characteristics: Entrepreneurship and the State*, Cambridge, Cambridge University Press, 2008.
9. *Ibid.*, p. 21-24, 240, 249, 254-256, 293, 297-298.
10. Anne O. Krueger, « Changing Perspectives on Development Economics and World Bank Research », *Development Policy Review*, vol. 4, n° 3, 1986, p. 195-210 ; Jeffrey D. Sachs, « External Debt and Macroeconomic Performance in Latin America and East Asia », *Brookings Papers on Economic Activity* 2, 1985, p. 523-573.
11. Richard P. Appelbaum et Jeffrey Henderson, *States and Development in the Asian Pacific Rim*, Newbury Park, Sage, 1992 ; Richard C. Kearney, « Mauritius and the NIC Model Redux : Or, How Many Cases Make a Model », *The Journal of Developing Areas*, vol. 24, n° 2, 1990, p. 195-216 ; Ezra F. Vogel, *The Four Little Dragons : The Spread of Industrialisation in East Asia*, Cambridge, Harvard University Press, 1993 ; Robert Wade, *Governing the Market : Economic Theory and the Role of Government in East Asian Industrialisation*, Princeton, Princeton University Press, 1990 ; Robert Wade, « East Asia's Economic Success: Conflicting Perspectives, Partial Insights, Shaky Evidence », *World Politics*, vol. 44, n° 2, 1992, p. 270-320 ; Robert Wade, « Managing Trade : Taiwan and South Korea as Challenges to Economics and Political Science », *Comparative Politics*, vol. 25, n° 2, 1993, p. 147-167.

noise comme dynamique plutôt que statique, reliée au monde plutôt qu'isolée. Il est également important de renoncer à la vision dichotomique opposant le marché et l'État dans la mesure où l'économie s'imbrique avec le social⁽¹²⁾. Ainsi que nous l'indique l'importante littérature sur les différentes versions du capitalisme comparant le cas américain aux exemples allemand, japonais et scandinave, le marché⁽¹³⁾ est toujours structuré par des économies, des cultures et des régimes politiques et son développement est également conditionné par des institutions historiques⁽¹⁴⁾. Bien que la modernisation et la mondialisation soient souvent considérées comme des forces nivelant les versions alternatives du capitalisme en raison de la haute mobilité du capital qui entrave la mise en place de politiques de régulation du travail ou des programmes de protection sociale, on observe toutefois la coexistence de nombreuses variétés organisationnelles dans le temps et l'espace.

Le second ensemble de controverses porte sur la question de savoir si l'expérience chinoise peut être transposée à d'autres pays. Tous les pays en voie de développement ne disposent en effet pas de gouvernements forts possédant la capacité et l'autonomie nécessaires pour gouverner (c'est-à-dire maintenir la stabilité sociale, conduire les politiques avec suffisamment d'indépendance et de légitimité et fournir les infrastructures et les services sociaux nécessaires au développement économique)⁽¹⁵⁾ ainsi que d'une population aussi importante, flexible et qualifiée que la population chinoise. En raison de son nombre, la population chinoise constitue un potentiel de développement pour un immense marché intérieur et un important réservoir de main-d'œuvre ; sa longue tradition bureaucratique et trois décennies de planification socialiste ont posé les fondations d'un État fort. Si le développement de la Chine doit se conformer à ses conditions nationales et à son contexte historique et géopolitique, il en va de même pour les autres pays en voie de développement. Les problèmes sous-jacents au consensus de Washington ne vont pas être réglés en remplaçant une prescription par une autre, mais plutôt en laissant place à diverses voies de développement.

En outre, les critiques du consensus de Pékin ont raison d'attirer l'attention sur le fait que les politiques de développement en Chine ne résultent généralement pas d'un consensus entre les intellectuels, les élites et les membres du gouvernement chinois, mais sont plutôt souvent le fruit de compromis entre les factions de gauche et de droite et les différents niveaux de gouvernement⁽¹⁶⁾. En d'autres termes, voir la Chine comme un bloc monolithique simplifie à outrance la complexité et la réalité de son développement et cette perspective ne parvient pas à rendre compte des variations existant tant aux niveaux central que local. Toutefois, tandis que la situation de la Chine ne peut être transposée ailleurs, l'expérience de la recherche d'une voie de développement adaptée au contexte local peut être partagée, et elle consiste souvent en la poursuite d'un équilibre entre la position internationale d'un pays et sa réalité intérieure, entre l'État et le marché.

L'essor de la Chine remet en question la position de la modernité occidentale et des démocraties libérales comme l'aboutissement d'un développement fini. La trajectoire de l'histoire humaine redevient incertaine et contrairement à la notion de « fin de l'histoire » développée par Francis Fukuyama⁽¹⁷⁾, la recherche d'un résultat final du développement et celle des institutions économiques, politiques et sociales adaptées à cet objectif continuent. Dans ce contexte élargi, la signification du débat sur le modèle chinois ne réside pas dans le fait de savoir s'il s'agit d'un modèle mûr, définitif, ou s'il va à terme remplacer le paradigme occidental ; ce débat indique plutôt qu'il n'y a pas de voie universellement efficace de développement ou un résultat final unique. Différentes formes et logiques d'organisation

économique, sociale et politique peuvent coexister et la voie chinoise n'est qu'une d'entre elles.

Par rapport à l'idéal type néolibéral, les contradictions sous-jacentes à l'expérience chinoise de développement sont : une croissance économique sans privatisation ; l'efficacité combinée du marché et de la bureaucratie hiérarchique ; et l'existence d'une pluralité d'intérêts gérés par un État autoritaire. Dans la partie suivante, j'analyserai ces trois contradictions que je considère comme les trois traits distinctifs du modèle chinois et je rendrai compte de la manière dont la Chine parvient ou échoue à réconcilier son essor international et ses problèmes internes selon ces trois dimensions.

Propriété mixte – Une protection des droits sans privatisation

Un domaine caractéristique de la réforme graduelle de la Chine en contraste avec la « thérapie de choc » adoptée par l'ex-Union soviétique et les pays d'Europe de l'Est est son économie mixte, associant des secteurs public et privé et différents régimes de propriété (publique, collective, sous la forme de *joint-ventures*, privée et étrangère), et désignée par l'État chinois par l'expression « économie de marché socialiste ». L'expérience chinoise contredit ainsi la croyance néolibérale dans le caractère inévitable de la privatisation pour favoriser le développement. La coexistence des secteurs étatiques et non étatiques permet de donner du temps au processus de réforme du secteur public tandis que la croissance du secteur privé contraint le secteur public à devenir plus efficace et plus compétitif tout en absorbant le « choc » créé par sa restructuration.

La propriété foncière en Chine est fondamentalement publique, les terres des zones urbaines appartenant à l'État et celles des zones rurales aux collectifs villageois. Toutefois, la propriété comprend un ensemble de droits distincts comme le droit de contrôler, le droit de tirer des revenus et le droit de transfert⁽¹⁸⁾, qui donne lieu à des formes de propriété hybrides dépassant l'opposition entre public et privé. Un système de régime foncier à deux niveaux a été établi en Chine depuis les réformes à la fin des années 1970 par le biais de la distinction entre la propriété publique des terres et les droits privés des usagers. Dans les zones rurales, par exemple, un certain nombre de droits de propriété ont été transférés aux paysans par le biais du système de responsabilité des ménages (*jiating chengbao zeren zhi*). Chaque famille se voit attribuer des parcelles de terre en fonction de la taille

12. Mark Granovetter, « Economic Action and Social Structure: The Problem of Embeddedness », *American Journal of Sociology*, vol. 91, 1985, p. 481-510 ; Karl Polanyi, *The Great Transformation: The Political and Economic Origins of Our Time*, Boston, Beacon Press, 1957 (1944).
13. La version originale utilise « capitalism » que je traduis par « marché » pour plus de précision (ndt.).
14. Wolfgang Streeck, « E Pluribus Unum? Varieties and Commonalities of Capitalism », in Mark Granovetter et Richard Swedberg (éds.), *The Sociology of Economic Life*, 3e édition, Boulder, Westview Press, 2011, p. 419-455.
15. Samuel P. Huntington a remarqué que « la distinction politique la plus importante entre pays ne relève pas de leur forme de gouvernement mais de leur degré de gouvernabilité » (p. 1) ; Samuel P. Huntington, *Political Order in Changing Societies*, New Haven, Yale University Press, 1968. Aristide R. Zolberg a également exprimé une opinion similaire. D'après lui, le problème des États africains n'était pas un excès d'autorité mais un défaut d'autorité (p. x) ; Aristide R. Zolberg, *One-Party Government in the Ivory Coast*, Princeton, Princeton University Press, 1969.
16. Scott Kennedy, « The Myth of the Beijing Consensus », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n° 65, 2010, p. 461-477 ; Cheng Li, « The End of the CCP's Resilient Authoritarianism ? A Tripartite Assessment of Shifting Power in China », *The China Quarterly*, vol. 211, 2012, p. 595-623.
17. Francis Fukuyama, *The End of History and the Last Man*, New York, Free Press, 1992.
18. Andrew Walder, « Transition from State Socialism: A Property Rights Perspective », in Mark Granovetter et Richard Swedberg (éds.), *The Sociology of Economic Life*, 3e édition, Boulder, Westview Press, 2011, p. 503-525.

du foyer, hommes et femmes étant traités sur un pied d'égalité. Le bail pour les terres arables doit être renouvelé tous les 30 ans, afin de tenir compte des transformations démographiques et topographiques du village et pour garantir une distribution équitable de la terre entre toutes les familles. Celles-ci peuvent utiliser la terre à leur guise, décider de ce qu'elles vont y cultiver, récolter, et vendre le surplus sur le marché ; elles reçoivent une compensation en cas d'expropriation en vue d'une autre utilisation de leurs terres avant la fin du bail. En revanche, elles ne peuvent pas individuellement vendre ou acheter des terrains ou les hypothéquer pour investir dans des outils, des machines ou d'autres produits, bien qu'elles puissent transférer, sous-louer ou échanger les droits d'utilisation de la terre pendant leur période de bail. De plus, la terre ne peut pas être utilisée à des fins non agricoles. Dans les zones urbaines, lorsqu'ils achètent des maisons ou des appartements sur le marché du logement privé, les propriétaires reçoivent des droits de résidence pour 70 ans. En somme, tant dans les zones rurales qu'urbaines, les individus et les ménages participent à un marché immobilier locatif de second niveau, tandis que l'État et les collectivités rurales opèrent sur le marché foncier de premier niveau. La structure de la propriété en Chine peut donc être caractérisée comme permettant une protection des droits sans privatisation.

La propriété collective des zones rurales évite partiellement la concentration de grandes surfaces de terres entre les mains d'une minorité de propriétaires et confère aux paysans des moyens de survie leur permettant, s'ils quittent la campagne pour aller chercher du travail en ville, de pouvoir compter sur leurs terres en dernier recours. Contrairement à ce qui pourrait se passer avec une privatisation complète, les coopératives villageoises peuvent aider les ménages paysans à négocier leurs crédits ou les termes du contrat lorsqu'une troisième partie souhaite louer leur parcelle pour créer de grandes exploitations, et apporter les investissements et les services publics nécessaires au développement agricole (19). Il n'en demeure pas moins que le nombre de contentieux fonciers a beaucoup augmenté ces dernières années, en grande partie parce que les paysans reçoivent souvent des compensations sous-estimées, quand il y en a, en cas d'expropriation par le gouvernement local ou par des promoteurs immobiliers soutenus par des officiels locaux, et parce que la terre est devenue de plus en plus précieuse et rare du fait de trois décennies d'urbanisation et d'industrialisation. Les gouvernements locaux, gardiens supposés de la terre, sont plutôt devenus de grands propriétaires tirant profit de la vente ou de la location des terres à des fins commerciales, opérations qui impliquent souvent de la corruption ou des délits d'initiés, tandis que l'absence de procédures régulières prive les paysans de leur juste part des profits obtenus et d'une source substantielle de revenus. La hausse des coûts de l'immobilier dans les grandes villes et l'augmentation des démolitions suite au développement urbain engendrent une anxiété et une insécurité chez la population urbaine. On assiste ainsi à l'émergence d'une contradiction entre les droits privés issus de l'économie de marché et l'idéologie socialiste de propriété publique et d'égalitarisme. Toutefois, l'âpreté des conflits pour l'appropriation des terres varie d'une région à une autre. Dans certains villages où les collectivités rurales fonctionnent encore, par exemple, la terre n'est pas vendue à des tiers mais est utilisée conjointement sous la forme d'entreprises collectives (agricoles ou non agricoles) et chaque villageois reçoit sa part régulière des revenus et des bénéfices qui en proviennent (20).

Reconnaissant l'importance et l'urgence de ces questions relatives aux paysans et à l'agriculture, le premier document central élaboré conjointement par le Comité Central du Parti communiste chinois (PCC) et le Conseil

des affaires d'État a mis au centre des préoccupations les problèmes du monde rural durant les neuf années consécutives sous la présidence de Hu Jintao (de 2004 à 2012), et une campagne pour la « construction d'une campagne socialiste » (*jianshe shehuizhuyi xin nongcun*) a été lancée en octobre 2005 (21). Cet événement reflète une rupture face aux discours des années 1990 qui accentuaient l'importance du développement urbain, les documents officiels des années 2000 s'attachant aux questions d'investissement rural, d'accès aux financements, de protection des droits de la terre, de création de services technologiques et sociaux, etc.

Bien que la propriété collective des terres évite l'apparition de paysans sans terre et de bidonvilles urbains ainsi que la concentration de grandes surfaces agricoles entre une minorité de mains, à l'image de ce qui s'est produit dans de nombreux pays en voie de développement, cette situation pose en revanche le problème du contrôle des pouvoirs locaux et de la nécessité de réfréner les activités de recherche de rente et de profits par les bureaucrates et leurs protégés. Sans modifier la structure de la propriété, la protection de la propriété privée a été inscrite dans la Constitution en 2004 et a été renforcée par la première loi portant sur les droits de propriété votée en 2007, garantissant au même titre la propriété de l'État, la propriété collective et la propriété individuelle. La loi vise également à protéger les individus contre les saisies illégales de terres et de propriétés, même si elle manque encore de critères précis ou de conditions permettant d'assurer que de telles expropriations répondent à un objet et suivent un processus légitimes (22). Un approfondissement juridique est donc nécessaire afin d'améliorer la structure de la propriété mixte en Chine. Davantage de transparence dans les revenus et les budgets des gouvernements locaux pourrait aussi limiter les abus de pouvoir et la confiscation des terres.

En ce qui concerne les biens des entreprises, la Chine a également constitué une économie mixte associant l'État, le secteur privé et des secteurs où l'investissement étranger est important aux structures souvent entrelacées et très complexes. Dieter Ernst et Barry Naughton définissent cette économie comme un système d'entreprises à trois niveaux comportant de très grandes entreprises d'État, des entreprises hybrides locales et étrangères et un capitalisme de petite échelle (23). Bien que l'investissement étranger direct et le secteur privé jouent un rôle important dans l'économie de la Chine, les entreprises publiques (SOE, *State-owned enterprises*) (24) dominent toujours les secteurs et les industries stratégiques comme le secteur bancaire, l'énergie, les transports et les télécommunications. Par ailleurs, ces entreprises sont devenues des acteurs majeurs sur le marché mondial quand la Chine investit à l'étranger.

Il n'en demeure pas moins que l'expansion des entreprises publiques à l'étranger est souvent politisée, n'étant pas considérée uniquement dans

19. Xiao-Yuan Dong, « Two-Tier Land Tenure System and Sustained Economic Growth in Post-1978 Rural China », *World Development*, vol. 24, n° 5, 1996, p. 915-928.

20. Xiaoshuo Hou, « From Mao to the Market : Community Capitalism in Rural China », *Theory, Culture & Society*, vol. 28, n° 2, 2011, p. 46-68 ; Xiaoshuo Hou, *Community Capitalism in China : The State, the Market, and Collectivism*, Cambridge, Cambridge University Press, 2013.

21. Le document central n°1 est la première déclaration publiée par le gouvernement central chinois chaque année, indiquant les grandes lignes politiques de la période à venir.

22. Mo Zhang, « From Public to Private: The Newly Enacted Chinese Property Law and the Protection of Property Rights in China », *Berkeley Business Law Journal*, vol. 5, n° 2, 2008, p. 317-363.

23. Dieter Ernst et Barry Naughton, « China's emerging industrial economy: Insights from the IT industry », in Christopher A. McNally (éd.), *China's Emergent Political Economy: Capitalism in the Dragon's Lair*, New York, Routledge, 2008, p. 39-50.

24. Les entreprises publiques chinoises peuvent présenter différentes formes de propriété aujourd'hui. Certaines sont la possession exclusive de l'État ; d'autres sont des entreprises publiques dont les actions sont librement échangées sur les places financières, où l'État demeure généralement l'actionnaire majoritaire ; certaines ont toutefois forgé des partenariats stratégiques avec des sociétés étrangères.

une perspective économique, mais comme une incarnation des intérêts nationaux chinois et le bras agissant du gouvernement. Les gouvernements étrangers ont dès lors tendance à se méfier des fusions et acquisitions impliquant des entreprises publiques chinoises ou de manière générale, n'importe quelle firme chinoise, dans la mesure où il n'est pas aisé de séparer en Chine le secteur public du secteur privé, allant parfois jusqu'à faire obstruction à de telles opérations⁽²⁵⁾. Une économie mixte avec un secteur public important est de ce point de vue à double tranchant : d'une part, elle apporte au gouvernement chinois plus de leviers pour stabiliser l'économie en temps de crise (par exemple, en créant des emplois, en contrôlant les prix des produits de base, en garantissant la mise à disposition d'infrastructures et en stimulant la demande intérieure par le biais de l'investissement et du crédit publics) et accroît la compétitivité mondiale des firmes chinoises ; mais d'autre part, elle peut provoquer une résistance de la part du secteur privé à la fois dans le pays et à l'extérieur, de la part des gouvernements et des législateurs étrangers, dans la mesure où ceux-ci peuvent percevoir la concurrence des entreprises chinoises comme déloyale et comme une menace à la sécurité nationale. Toutefois, alors que les pays capitalistes avancés sont désormais embourbés dans la récession économique, leurs besoins de capitaux dépassent les préoccupations politiques et permettent aux entreprises chinoises de devenir des acteurs majeurs dans les opérations de prises de contrôle d'entreprises au niveau mondial⁽²⁶⁾. Le rôle des entreprises chinoises, y compris publiques, dans le marché globalisé, entre ainsi en relation dynamique à la fois avec les politiques internes et avec le contexte de la globalisation. Les analyses du commerce sino-africain indiquent également que les stratégies chinoises à l'étranger consistent souvent à exporter leurs propres expériences de modernisation et reflètent les contradictions du développement interne du pays et de ses priorités⁽²⁷⁾.

En somme, la Chine a progressivement évolué vers une économie mixte avec une structure de propriété hybride permettant la coexistence de secteurs étatiques et non étatiques et de droits de propriété publics et privés. Si certains désignent le secteur privé comme le véritable responsable de la croissance miraculeuse de la Chine, des chercheurs ont aussi fait remarquer que l'efficacité raisonnable du secteur d'État, qui a été rendu plus ou moins compétitif et orienté vers le profit⁽²⁸⁾, constitue aussi une particularité de cette nation. J'ajouterai que ce ne sont ni le secteur privé ni le secteur public seuls mais en fait l'hybridité qui a apporté à la Chine la flexibilité nécessaire par temps de crise et la possibilité d'investir dans des biens publics et d'accroître sa compétitivité à l'échelle mondiale. Toutefois, comme dans le passé où il a pu évoluer, le dosage en matière d'hybridité est appelé à se transformer dans l'avenir. Deux des principaux défis à venir sont la protection de la population contre les saisies de terres par l'État et ses agents dans un contexte d'industrialisation et d'urbanisation intenses, et le maintien de la légitimité des entreprises publiques alors qu'elles sont officiellement possédées par l'ensemble du peuple (*quanmin suoyou*) mais sont devenues en réalité des oligopoles commerciaux qui procurent des bénéfices à leurs dirigeants et à leurs employés aux dépens des autres citoyens. Ces deux problèmes posent la question des mécanismes de surveillance. L'impact du premier pourrait être atténué si la loi sur les droits de propriété était amendée pour préciser en détail les processus d'appropriation de terres et de compensation et si plus de transparence existait dans les revenus et budgets des gouvernements locaux. Le second est le problème classique des objectifs contradictoires auxquels font face les entreprises publiques, puisqu'on attend d'elles d'être à la fois compétitives sur le marché et de remplir leur mission sociale. Une façon de résoudre ce défi pourrait être de renforcer le

rôle d'actionnaire majoritaire de l'État dans les entreprises publiques et de partager les bénéfices avec l'ensemble de la population sous la forme de transferts gouvernementaux en faveur de programmes sociaux qui pourraient concerner par exemple les logements sociaux, l'éducation publique, la lutte contre la pauvreté et la santé.

Le rôle de l'État (local) – Décentralisation et innovations institutionnelles locales

Il n'est pas nécessaire d'être un spécialiste de la Chine pour remarquer la différence entre le capitalisme libéral et les stratégies chinoises de développement. Bien sûr, il est indispensable de garder présent à l'esprit le fait que le marché libre n'est jamais totalement libre ; la réalisation d'un marché parfaitement libre implique sa protection à l'égard de diverses institutions, y compris mais pas seulement les institutions étatiques et judiciaires, ce qui signifie qu'il n'y a probablement jamais eu de véritable marché libre.

En Chine, l'État autoritaire est souvent représenté comme la main visible qui dirige l'économie chinoise ; la possibilité de réconcilier le marché avec la hiérarchie bureaucratique est une autre contradiction à l'œuvre dans le développement de la Chine. Je pense, toutefois, que ce n'est pas la centralisation du pouvoir mais au contraire sa décentralisation qui confère à l'économie chinoise sa vitalité. L'État chinois n'est pas une structure monolithique mais tolère l'existence de variations et permet l'émergence d'innovations locales, ce que Jean Oi appelle le « corporatisme local d'État »⁽²⁹⁾ et Kellee Tsai des « institutions adaptatives informelles »⁽³⁰⁾. Les innovations institutionnelles au niveau local sont parfois absorbées par les institutions après avoir démontré leur efficacité, ce qui aboutit à des changements croissants et des réformes dans les sphères économique et politique. Ainsi, si l'on peut parler de modèle chinois, il ne s'agit certainement pas d'un modèle unique mais d'un assemblage d'une multitude de modèles

25. Par exemple, la China National Offshore Oil Corporation (CNOOC) a été obligée de retirer l'offre qu'elle avait faite à Unocal en raison des pressions exercées par le Congrès américain ; lire Matt Pottinger, Russell Gold, Michael M. Phillips et Kate Linebaugh, « CNOOC Drops Offer for Unocal, Exposing U.S.-Chinese Tensions », *The Wall Street Journal*, 3 août 2005, <http://online.wsj.com/article/SB112295744495102393.html> (consulté le 17 mars 2014). De même, la Commission de supervision des relations économiques entre les États-Unis et la Chine a recommandé dans son rapport annuel de 2012 au Congrès américain que les compagnies de télécommunications chinoises Huawei et ZTC, toutes deux privées, soient considérées comme des menaces potentielles à la cyber-sécurité américaine ; lire Jim Wolf, « Congress Urged to Probe Chinese Cyber Espionage », Reuters, 14 novembre 2012, www.reuters.com/article/2012/11/14/net-us-china-usa-cyber-idUSBREBADO8A20121114 (consulté le 17 mars 2014).
26. Lire Isabella Steger, « CNOOC's Unocal Lessons », *The Wall Street Journal*, 23 juillet 2012, <http://blogs.wsj.com/deals/2012/07/23/cnoocs-unocal-lessons/> (consulté le 17 mars 2014).
27. Wenran Jiang, « Fuelling the Dragon : China's Rise and Its Energy and Resources Extraction in Africa », *The China Quarterly*, vol. 199, septembre 2009, p. 585-609.
28. Barry Naughton, « China's Distinctive System: Can it be a model for others? », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n° 65, 2010, p. 437-460 ; Giovanni Arrighi, *Adam Smith in Beijing: Lineages of the Twenty-First Century*, op. cit.
29. Le corporatisme local d'État (*local state corporatism*) désigne les relations de clientélisme établies par les gouvernements locaux avec des entrepreneurs privés. Les gouvernements locaux jouent à la fois le rôle de conseil d'administration des sociétés et d'arbitre cherchant à restreindre l'autonomie économique du secteur privé. Ainsi, les entrepreneurs privés sont dans une relation de dépendance aux gouvernements locaux qui les contrôlent tout en recevant de la part de ses derniers des incitations au développement. Lire Jean C. Oi, *Rural China Takes Off: Institutional Foundations of Economic Reform*, Berkeley, University of California Press, 1999.
30. Les institutions informelles adaptatives sont la formalisation des stratégies d'adaptation quotidienne des individus et des groupes. Dans l'environnement chinois constitué par un empilement de niveaux administratifs, il existe localement des marges d'interprétation et de distorsion des institutions établies. D'après Kellee Tsai, les institutions adaptatives informelles émergent au sein des institutions établies en réaction aux limitations de ces institutions. Des associations d'intérêts se constituent et certaines de ces adaptations vont être incorporées par les institutions établies tandis que d'autres vont demeurer pendant longtemps dans des zones grises. Lire Kellee Tsai, *Capitalism without Democracy: The Private Sector in Contemporary China*, Ithaca, Cornell University Press, 2007.

locaux. Il y a par exemple les modèles plus tournés vers l'entrepreneuriat comme ceux de Shenzhen et de Wenzhou, mais également les modèles plus contrôlés par l'État comme ceux de Shanghai et du sud du Jiangsu. Même à Wenzhou, il existe des endroits où les entreprises collectives prospèrent, au-delà de l'explosion du nombre des petites entreprises familiales. Par exemple, dans le village de Shangyuan, dans le district de Yueqing, les terres sont mises en commun via une coopérative d'actionnaires, et chaque villageois perçoit des dividendes issus du loyer généré par les clusters commerciaux possédés collectivement. Cette dimension collective de l'économie procure ainsi un filet de sécurité aux entreprises familiales du village tandis qu'elles sont en concurrence sur le marché ⁽³¹⁾. Il s'agit donc bien de « laisser fleurir un millier de fleurs » mais également de les laisser se féconder mutuellement – un processus exploratoire d'apprentissage mutuel. L'État central, pendant ce temps, joue au niveau macro le rôle de contrôleur du plan de développement et établit les lignes directrices.

Les variations et les innovations institutionnelles locales procurent à l'économie chinoise beaucoup de flexibilité. Alors que le delta de la rivière des Perles en Chine méridionale a été frappé par la baisse de la demande extérieure pendant la récession économique, le Zhejiang, plus orienté vers le marché intérieur, a pu conserver son rythme de développement s'appuyant sur ses capitaux locaux et les consommateurs chinois. Dans le delta de la rivière des Perles, Shenzhen, une des premières zones économiques spéciales (ZES) de Chine, se bat pour mettre à niveau ses entreprises et ses technologies, transformant les manufactures primaires en des productions et des services à plus forte valeur ajoutée ; des entreprises comme BYD, Huawei ou Tencent sont devenues les champions de sa restructuration industrielle ⁽³²⁾. Suite à cette réorientation, beaucoup d'usines d'assemblage ont déménagé à Dongguan, Huizhou, et dans d'autres endroits du delta, et certaines ont même été relocalisées dans l'intérieur des terres pour profiter de l'abondante main-d'œuvre bon marché qui s'y trouve. Les villes du delta du Yangzi comme Suzhou et Wuxi ont refusé les industries lourdes et de technologies élémentaires très polluantes dès le moment où elles ont commencé à attirer des investissements étrangers, et les gouvernements locaux ont davantage conservé la mainmise sur le plan de développement que dans le delta de la rivière des Perles.

Cette décentralisation a toutefois un coût. La concurrence entre gouvernements locaux peut encourager le protectionnisme au niveau local, le surdéveloppement des capacités de production et le gaspillage des ressources et des investissements dans des industries redondantes, principalement des aciéries, des cimenteries, des industries produisant des panneaux solaires, des éoliennes ou encore des infrastructures comme les métros ou les voies rapides. Cela signifie que de fortes incitations pèsent sur les cadres locaux pour favoriser la croissance et la performance économique de leur zone – ce qui explique la forte croissance chinoise malgré la corruption endémique – mais indique aussi le manque de coordination et de procédures établies dans la mise en œuvre des investissements publics. L'équilibre entre autonomie locale et pouvoir central, entre marché et bureaucratie, est un équilibre fragile, et il nécessite une adaptation constante et des ajustements aux contextes politiques et économiques changeants. L'introduction d'un système d'incitations pour les cadres les invitant à aller au-delà de la croissance immédiate et à inclure des dimensions comme la protection de l'environnement, la protection sociale et une structure économique saine peut être une des premières étapes dans ce chemin.

Démocratie à la chinoise – la recherche continue de légitimité

L'existence d'une démocratie de style chinois ou de sa possible future existence est la question la plus importante et la plus controversée du modèle chinois. La contradiction porte sur la pluralité croissante des intérêts émergents dans la société chinoise et son système à parti unique. Certains pensent que la Chine a adopté toutes les institutions webériennes modernes à l'exception de la démocratie participative, et que la démocratisation de la Chine, à l'image de celle de ses voisins est-asiatiques, n'est plus qu'une question de temps. Dans leur récent livre *Why Nations Fail*, Daron Acemoglu et James Robinson affirment que les différences entre performances économiques sont déterminées par les institutions économiques et politiques nationales : ils opposent les institutions politiques « inclusives » aux institutions « extractives », les premières conduisant à des institutions économiques tout aussi « inclusives » et finalement au succès économique. D'après eux, la combinaison en Chine de la croissance économique et du contrôle politique ne peut pas durer longtemps ⁽³³⁾. D'autres voient la Chine comme l'exemple parfait de la « persistance de l'autoritarisme ». Que l'autoritarisme soit transitoire ou permanent, comprendre la Chine ou le modèle chinois requiert plus de recherches sur la démocratie et l'autoritarisme au-delà de leurs modèles originaux et dans leur relation au développement, bien plus complexe que le modèle linéaire décrit par Daron Acemoglu et James Robinson.

D'après Francis Fukuyama, la démocratie libérale moderne est une combinaison de trois sortes d'institutions : l'État, le droit, et des mécanismes de responsabilité et de rétrocontrôle incarnés par le système électoral multipartite. Notre connaissance des différentes formes de démocratie est assez avancée mais nous en savons étonnement peu sur les diverses variantes d'autoritarisme et les facteurs affectant la qualité de l'État au-delà du modèle de la démocratie libérale. Par exemple, la responsabilité (*accountability*) est souvent réduite à une responsabilité procédurale obtenue par le biais du système électoral multipartite, mais un pays comme la Chine a une longue histoire de responsabilité morale plutôt que procédurale, et un État bureaucratique bien mieux développé que celui de l'État de droit ⁽³⁴⁾. Parmi les voisins asiatiques de la Chine, le Japon et les « tigres asiatiques » ont tous connu des périodes d'autoritarisme accompagné d'une croissance économique forte, et même après leur démocratisation, les institutions démocratiques procèdent différemment par rapport à leurs équivalences occidentales. À Singapour par exemple, il y a des élections, mais un seul parti (People's Action Party) les gagne systématiquement. En Inde, la démocratie multipartite n'a pas été capable de freiner l'augmentation des inégalités sociales et le détournement de l'État par les grandes entreprises et les nouvelles élites ⁽³⁵⁾. Pour le formuler autrement, l'autonomie de l'État et sa capacité ont donc souvent plus d'importance que l'existence d'une dé-

31. Xiaoshuo Hou, « From Mao to the Market: Community Capitalism in Rural China », *art. cit.* ; Xiaoshuo Hou, *Community Capitalism in China*, *op. cit.*

32. BYD produit des véhicules électriques, hybrides et roulant au gaz. Huawei est le plus grand fabricant mondial d'équipement de télécommunications. Tencent produit des services Internet et mobiles à valeur ajoutée, parmi lesquels des sites de réseaux sociaux, des portails web, du e-commerce, des jeux en ligne et le service de messagerie instantanée Tencent QQ.

33. Daron Acemoglu et James Robinson, *Why Nations Fail: The Origins of Power, Prosperity, and Poverty*, New York, Crown Publishers, 2012.

34. Francis Fukuyama, « China and East Asian Democracy : The Patterns of History », *Journal of Democracy*, vol. 23, n° 1, 2012, p. 14-26.

35. Prem Shankar Jha, *Crouching Dragon, Hidden Tiger: Can China and India Dominate the West?*, Berkeley, Soft Skull Press, 2009.

mocratie formelle, et même lorsque des institutions démocratiques sont en place, elles ne sont pas nécessairement efficaces. L'expérience de développement de la Chine représente un défi pour les politologues cherchant à mesurer la performance des États, puisqu'elle entraîne une série de questions : jusqu'où peut-on tolérer l'autoritarisme lorsqu'il est accompagné par la croissance ? ; un autoritarisme bienveillant (orienté vers le développement et représentatif d'une large gamme d'intérêts) est-il meilleur qu'une mauvaise démocratie (dont une des formes pourrait être une « vetocratie », incapable de prendre les décisions ou de mettre en œuvre des changements importants en raison de la politique partisane) ? ; des élections et un système multipartite (c'est-à-dire des approches procédurales, constitutionnelles et orientées vers les processus concrets et des approches substantielles de la démocratie) garantissent-ils la démocratie ? ⁽³⁶⁾

Il est aujourd'hui banal d'affirmer que les réformes économiques en Chine sont plus radicales que ses réformes politiques, mais cela ne devrait pas nous conduire à éluder les changements politiques incriminés qui émergent au sein du système à parti unique. Comme le souligne Suisheng Zhao, il importe de mettre en balance l'étendue du libre marché et celle de l'autoritarisme dans le modèle chinois ⁽³⁷⁾. Bien sûr, déterminer à quel point la Chine est démocratique ou autoritaire dépend du modèle de référence utilisé, selon qu'elle est comparée à l'idéal démocratique, à son propre passé historique ou à d'autres États autoritaires ou démocratiques. Le Parti communiste chinois (PCC) a renforcé ses procédures institutionnelles concernant le recrutement (comme les examens d'accès au secteur de la fonction publique et les élections au niveau local) et la promotion (basée sur la performance dans la conduite de l'économie locale entre autres) fondées sur le mérite, la définition de la durée des mandats et de la succession (avec les départs en retraite obligatoires), etc., et a affirmé sa capacité de gouverner pour être plus réactif face à l'opinion publique ⁽³⁸⁾. En même temps, il a été aussi capable d'apprendre des échecs et des réussites d'autres régimes ⁽³⁹⁾. C'est peut-être un des partis politiques les plus flexibles, résilients et pragmatiques : il a survécu à la chute de l'Union Soviétique et a adopté une « économie de marché socialiste » pour reconquérir une légitimité en tant que moteur de la croissance économique ; il a coopté en son sein des entrepreneurs privés et des élites sociales quand les réformes du marché ont créé un secteur privé dynamique et provoqué une ascension des classes moyennes, se transformant ainsi d'un parti révolutionnaire en un parti d'élites. Maintenant, il a commencé à passer de l'optique de la croissance à tout prix à celle de la construction d'une « société harmonieuse » pour pallier l'accroissement des injustices sociales et l'insatisfaction du public au sujet de la corruption et des inégalités. Le PCC semble incorporer en permanence les demandes les plus urgentes et les plus critiques faites par certaines catégories de citoyens dans ses politiques et ses discours pour soutenir sa légitimité en tant que parti au pouvoir. Par conséquent, malgré sa dimension répressive en matière de contrôle de l'information et la répression des protestations et de la dissidence politique, le PCC réagit aux demandes de la population et ne considère pas sa légitimité comme acquise. En étant tour à tour autoritaire mais aussi réactif et responsable, il parvient à maintenir l'État-Parti en Chine.

Mais à quel point l'autoritarisme à la chinoise est-il durable ? Le manque de légitimité procédurale a été compensé jusqu'ici par une légitimité fondée sur la performance et une base de soutien populaire assez large, mais aucune de ces deux dimensions n'est garantie à l'avenir. D'abord, bien que le développement économique ait besoin d'un État fort pour assurer l'ordre social et politique et mettre en œuvre des politiques qui maintiennent la

cohésion du pays, il produit aussi des intérêts plus diversifiés dans la société. La cooptation qui étend la base sociale du PCC pourrait en même temps miner ses fondations idéologiques et sa cohésion organisationnelle. En second lieu, bien qu'une récession économique constitue un défi pour n'importe quel système politique, dans le système chinois, et à la différence d'un système électoral multipartite, si la performance devient insatisfaisante ou si l'image ou les valeurs que l'État a cherché pendant longtemps à promouvoir ne résonnent plus avec celles de la population, il n'y a pas d'alternative institutionnelle permettant d'absorber le choc. C'est sans doute pour cela que la « stabilité » est devenue un thème aussi important pour le PCC que le maintien de la performance économique.

Il reste à savoir si la démocratie peut être produite par le biais de l'auto-réflexion et des réformes menées au sein d'un parti unique – ce que le PCC appelle la démocratie à l'intérieur du parti. Ce genre de processus imposerait au parti dirigeant d'avoir des moyens d'autocontrôle, de permettre la liberté d'expression, et de constamment absorber de nouvelles forces tout en dépassant les intérêts des élites. Dans la phase actuelle, Internet et les réseaux sociaux semblent offrir un nouvel espace à la population pour contrôler les institutions et les cadres, dénoncer des cas de corruption et exprimer son mécontentement, apportant ainsi à l'État un *feed-back* informel en dehors des canaux traditionnels de consultation politique des partis autres que le PCC, des réunions de groupe des membres du PCC, des auditions publiques, du système des lettres et des visites et des sondages de l'opinion publique. Toutefois, si le PCC continue à être obsédé par la stabilité et l'ordre au lieu d'apprendre à accepter les différences, Internet va devenir de plus en plus un instrument de contrôle plutôt qu'un mécanisme de démocratisation pour l'État. Que la démocratie soit intra-parti ou inter-partis, la séparation des pouvoirs doit être institutionnalisée mais pas forcément par l'intermédiaire des mêmes institutions que les démocraties occidentales. Sinon, la gouvernabilité de l'État peut rapidement tomber dans le piège du « mauvais empereur » avec un gouvernement cherchant impitoyablement à augmenter ses rentes, le seul espoir restant incarné par l'arrivée éventuelle d'un « bon empereur ». La toute nouvelle présidence de Xi Jinping semble essayer ardemment de combiner les différents objectifs de l'État chinois dans ce que Xi appelle « le Rêve chinois » (*Zhongguo meng*), qui est à la fois populiste (c'est-à-dire se focalisant sur les sujets qui préoccupent la population comme la corruption, la sécurité alimentaire, la pollution atmosphérique, la santé et la protection sociale, etc.), nationaliste (en soulignant la renaissance de la grande nation chinoise [*Zhonghua minzu de weida fuxing*] et sa puissance militaire), autoritaire (c'est-à-dire interdisant les discussions sur l'État constitutionnel [*xianzheng*] et rassurant le public sur le fait que le

36. Charles Tilly, dans son ouvrage *Democracy*, dénombre quatre définitions de la démocratie (p. 7-11). La définition procédurale décrit un nombre restreint de pratiques gouvernementales déterminant l'aspect démocratique d'un régime – le genre d'approche adoptée par l'organisation *Freedom House* ; la définition constitutionnelle se concentre sur le système juridique qu'un régime met en œuvre ; la définition pragmatique identifie un nombre minimal de processus devant être continuellement à l'œuvre, comme la participation réelle et l'égalité d'accès au vote ; et la définition substantielle se préoccupe des conditions de vie et des thèmes politiques qu'un régime promeut, comme le bien-être humain, la sécurité, l'équité sociale, la délibération publique, etc. Lire Charles Tilly, *Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 2007.

37. Suisheng Zhao, « The China Model: Can it replace the Western model of modernisation ? », *Journal of Contemporary China*, vol. 19, n° 65, 2010, p. 419-436.

38. Francis Fukuyama, « China and East Asian Democracy: The Patterns of History », *art. cit.* ; Andrew Nathan, « Authoritarian Resilience », *Journal of Democracy*, vol. 14, n° 1, 2003, p. 6-17 ; Steve Tsang, « Consultative Leninism : China's New Political Framework », *Journal of Contemporary China*, vol. 18, n° 62, 2009, p. 865-880 ; Suisheng Zhao, « The China Model : Can it replace the Western model of modernisation ? », *art. cit.*

39. David Shambaugh, *China's Communist Party: Atrophy and Adaptation*, Berkeley, University of California Press, 2008.

Rêve chinois peut plus facilement être accompli sous le règne du PCC par le biais du socialisme) et libéral (c'est-à-dire la poursuite de l'accomplissement et du bonheur personnels et l'approfondissement des réformes).

Conclusion

Dans les sections précédentes, j'ai exposé les débats portant sur le modèle chinois – à quel point il est différent, et s'il est applicable à d'autres pays. Il n'y a aucune réponse définitive à ces deux questions. Les contradictions que le public perçoit dans l'expérience chinoise du développement constituent ses traits distinctifs : une croissance économique sans privatisation, une efficacité combinée du marché et de la bureaucratie, et la coexistence d'intérêts pluralistes gérés par un État autoritaire.

En mettant de côté la question de savoir s'il est trop tôt pour parler d'un modèle chinois, les conditions nationales en Chine lui imposent de suivre un chemin qui diffère du chemin libéral. Il n'y a simplement pas assez de ressources pour permettre à 1,3 milliard d'habitants de vivre un mode de vie similaire à celui des pays développés. Les nouveaux riches et les classes moyennes émergentes en Chine ont déjà choqué le monde par leur appétit en matière de produits de consommation, d'énergie et de produits alimentaires. Or en Chine, tout problème prend une autre dimension de par le nombre d'habitants, même s'il ne concerne qu'une petite fraction de la population.

Alors que la Chine est devenue la deuxième économie mondiale, elle est arrivée à un tournant : si elle parvient à maintenir les avantages accumu-

lés, à réfléchir sur les coûts sociaux et environnementaux liés à sa croissance économique (comme la dégradation de l'environnement, les problèmes de sécurité alimentaire, l'écart croissant des revenus, le déclin de la protection sociale pour les ouvriers et les travailleurs migrants, l'accès de plus en plus difficile au logement, à l'éducation et aux soins) et à éviter les écueils du néolibéralisme, alors un véritable modèle chinois pourra émerger ; autrement, alors que les problèmes commencent à s'accumuler, elle pourrait atteindre un point de non-retour. Pour éviter cela, il faudra expérimenter continuellement de nouvelles formes de propriété mixte, de rôle de l'État, y compris local, et de démocratie de style chinois pour faire face aux nouveaux problèmes qui seront rencontrés sur la route. L'intérêt du débat sur le modèle chinois repose non sur le fait de savoir s'il est parfait ou non, ou s'il va remplacer les modèles existants, mais dans la possibilité de révéler de véritables alternatives aux modèles de développement néolibéral. Des recherches supplémentaires sont nécessaires sur les particularités des politiques chinoises à différentes périodes historiques et sur leur relation avec le contexte de la mondialisation à ces moments donnés.

■ Traduit par Matei Gheorghiu.

■ Xiaoshuo Hou est maître de conférences en sociologie à

l'Université Saint Lawrence et a obtenu son doctorat de sociologie à l'Université de Boston. St. Lawrence University, 23 Romoda Drive, Canton, NY 13617, États-Unis (xhou@stlaw.edu).